



En Allemagne, une chasse aux sorcières fait rage contre les critiques d'Israël. Les responsables culturels en ont assez

Description

Par Itay Mashiach, le 10 décembre

Les universitaires sont boycottés pour avoir signé une pétition, les artistes sont soumis à des vérifications d'antécédents et les textes critiques sont censurés. Aujourd'hui, dans un geste sans précédent, les dirigeants des principales institutions culturelles allemandes se sont unis pour déclarer : assez !



BERLIN – Le spectacle musical de **Nirit Sommerfeld** est en tournée en Allemagne depuis des années. Soutenue par son groupe klezmer, Nirit Sommerfeld interprète des textes et des chansons, en allemand et en yiddish, sur la Nuit de cristal, les aspirations d'Israël et des sujets tels que Hanoukka dans la diaspora. Pendant des années, cette chanteuse de 59 ans, née en Israël et ayant grandi en Allemagne, a été la coqueluche de la communauté juive de Munich, où elle vit.

Il y a deux ans, cependant, lorsque Mme Sommerfeld a soumis une demande standard de financement public pour son spectacle, elle s'est heurtée à des hésitations de la part des employés du service culturel de Munich et à des retards dans le traitement de sa demande. Ils ont fini par lui dire : « *Seriez-vous prêt à nous faire parvenir le texte de l'œuvre à l'avance ? Peut-être sera-t-il possible d'apporter des modifications ici et là* ». Sommerfeld a été choquée. « *Pardon ? Vous voulez me censurer ?* » Elle n'a pas obtenu le financement.

L'année dernière, elle a loué un club pour un événement marquant le 20e anniversaire du groupe. Le propriétaire du club lui a envoyé une lettre officielle dans laquelle elle était invitée à

« confirmer par écrit qu'aucun contenu antisémite ne sera exprimé dans le cadre de la représentation » sans quoi le club serait contraint d'annuler le spectacle. Sommerfeld lui a répondu avec force. « Depuis 10 ans, nous apparaissions avec un programme au centre duquel se trouve l'histoire de mon grand-père, qui a été assassiné dans un camp de concentration », a-t-elle écrit, en ajoutant en caractères gras : « **Puis-je vous rappeler qu'il a été assassiné par des antisémites à Sachsenhausen ?** »

L'explication de ces deux événements remonte à une seule racine : l'activisme de Sommerfeld contre l'occupation israélienne dans les territoires et ses remarques critiques et tristes publiques sur Israël, qui ont longtemps provoqué la colère de la communauté juive de Munich. En soumettant des plaintes répétées aux autorités, les membres de la communauté lui ont rendu la tâche difficile.

Le cas de Sommerfeld est peut-être mineur et local, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Dans toute l'Allemagne, une campagne féroce est menée contre toute personne, organisation ou événement ayant des opinions anti-Israël, qu'elles soient réelles ou supposées.

Le cas du problème réside dans une résolution adoptée en mai 2019 par le Bundestag, le parlement allemand. Confirmée par une large majorité, la résolution affirme que le BDS (boycott, désinvestissement et sanctions), le mouvement qui appelle au boycott d'Israël, a un caractère antisémite. Dans la résolution, qui est non contraignante, le Bundestag a demandé au gouvernement « de ne pas soutenir financièrement des projets qui appellent au boycott d'Israël, ni de soutenir activement la campagne BDS ».

Malgré le consensus parlementaire, l'adoption de la résolution a été marquée par la controverse. Une centaine de membres du Bundestag qui ont soutenu la résolution ont publié des déclarations personnelles exprimant leur inquiétude quant au fait que cette résolution n'enlève rien à la liberté d'expression et n'affecte pas la capacité des gens à critiquer la politique israélienne. En outre, 240 intellectuels juifs et israéliens se sont prononcés fermement contre la résolution.

Un an et demi plus tard, de l'avis de beaucoup, les appréhensions se sont confirmées. En Allemagne, de larges sphères de la société sont gravement contrariées par ce qu'elles considèrent comme une utilisation exagérée des accusations d'antisémitisme et du label BDS dans le but de limiter les critiques sur la politique israélienne. L'opinion générale est qu'une atmosphère toxique de peur, de menaces et de censure a été créée.

Au cours de l'année dernière, les responsables des organisations culturelles centrales en Allemagne se sont réunis une fois par mois dans le secret absolu pour discuter de la situation créée. Ils ont considéré que le sujet qui leur était soumis n'était pas moins lié à la démocratie allemande et à la liberté d'expression artistique et universitaire. Les réunions étaient souvent tumultueuses et, dans certains cas, se prolongeaient tard dans la nuit. Grâce au secret, à la coopération entre les directeurs et au large soutien des institutions qu'ils dirigent, les participants ont eu l'occasion d'aborder pour la première fois le sujet en toute liberté.

Plus de 25 institutions ont participé à l'initiative, parmi lesquelles le *Goethe-Institut*, la *Fondation culturelle fédérale*, le *Deutsches Theater de Berlin*, le *German Academic Artists Exchange*, le

Berliner Festspiele (organisme qui promeut divers festivals d'arts du spectacle), le *Forum Einstein* (dont la directrice est la philosophe juive américaine Susan Neiman) et bien d'autres au cœur de la création. Ensemble, leurs dirigeants constituent un groupe de personnalités de haut niveau dont l'influence dans le monde culturel allemand ne peut être sous-estimée.

Cette semaine, lors d'une conférence de presse prévue clandestinement depuis des mois, ils ont dénoncé les dangers qu'ils voient dans la résolution du Bundestag. Dans son sillage, ils ont déclaré, dans une déclaration commune, que « les accusations d'antisémitisme sont utilisées à mauvais escient pour écarter des voix importantes et déformer des positions critiques ». En tant qu'acteurs de premier plan du monde artistique et intellectuel allemand, ils semblent convaincus que la peur du BDS entrave considérablement leur activité et réduit la liberté d'expression dans les institutions qu'ils dirigent.

Ce n'est pas tous les jours qu'un large éventail de la société allemande se réunissent pour exprimer une position critique unanime sur la question la plus sensible de l'agenda public du pays : la lutte contre l'antisémitisme. En Allemagne, elle ne constitue rien de moins qu'un schisme culturel.

Les entretiens menés par Haaretz avec un éventail d'intellectuels, d'universitaires, de journalistes, d'artistes, de politiciens et de responsables d'institutions culturelles indiquent la profondeur de l'influence que la résolution du Bundestag a eue sur tous les domaines de la société civile allemande. En outre, leurs points de vue montrent clairement que la résolution et ses conséquences – que beaucoup considèrent comme une politisation de la lutte contre l'antisémitisme – peuvent mettre en danger cette même lutte.

Coupable d'avoir signé une pétition il y a dix ans

Sans connaître l'histoire du Dr **Stefanie Carp**, il est impossible de comprendre comment les institutions culturelles ont été motivées pour agir. Stefanie Carp était, jusqu'à récemment, la directrice artistique de l'un des événements artistiques les plus prestigieux d'Allemagne, la *Ruhrtriennale*, un festival de grande envergure, voire grandiose, dans lequel la musique, la danse, le théâtre, les performances et les beaux-arts sont présentés dans des bâtiments industriels abandonnés de la région de la Ruhr, dans l'ouest de l'Allemagne.

Carp, une femme cordiale de 64 ans, invite un journaliste dans son appartement au centre de Berlin. Des livres tapissent les murs et sa table de travail disparaît sous une pile de pages imprimées annotées d'une écriture dense. Le philosophe camerounais **Achille Mbembe** devait être l'orateur principal du festival de cette année. Intellectuel de réputation mondiale, Mbembe a longtemps entretenu des liens avec l'élite culturelle allemande. L'accusation qu'il est un antisémite caché a frappé comme un éclair.

Un blogueur local et un homme politique ont transmis le message. Il y a dix ans, ont-ils noté, Mbembe a signé une pétition demandant la rupture des liens entre l'Université de Johannesburg et l'Université Ben-Gourion de Beer Sheva, en raison des liens de cette dernière avec l'armée israélienne. Le BDS a accueilli favorablement la pétition, le Bundestag classe le BDS comme une organisation antisémite – par conséquent, Mbembe est un antisémite. Les accusateurs ont pimenté leurs allégations avec deux bribes de citations tirées des neuf livres de Mbembe. Le premier, qui comprend l'une des rares mentions d'Israël dans

son ouvrage, contient une comparaison fortuite de l'apartheid ; le second propose le Holocauste comme un exemple extrême de « la manifestation d'un fantasme de comparaison » ce qui le rend suspect de « relativisation de l'Holocauste ». Mbembe a été stigmatisé.

Les choses ont rapidement dérapé. Les médias se sont jetés sur la « question Mbembe » avec une rare intensité. Des articles sur le sujet ont paru quotidiennement dans tous les grands journaux pendant des mois. La question de l'antisémitisme du philosophe s'est vite transformée en question de l'antisémitisme de Stefanie Carp, puisque c'est elle qui avait invité à parler. Un journaliste du Jerusalem Post lui a demandé si elle était prête à admettre être une « antisémitisme moderne ». L'accusation a continué à monter en flèche, alimentée uniquement par la culpabilité par association.

En quelques semaines, le Dr Felix Klein, commissaire allemand à l'antisémitisme, intervint, affirmant que l'invitation à Mbembe devait être annulée. « Je l'ai appelé », dit Carp. « J'ai eu l'impression qu'il n'avait pas lu personnellement une seule ligne de Mbembe. Je lui ai lu des pages entières au téléphone et le contexte de ces citations et cela a fait un peu taise, mais ensuite il a dit : « Oui, mais je pense toujours qu'il est antisémitisme ». Le sceau officiel de la réprobation avait été donné.

Il a été suivi par le sceau moral. Josef Schuster, le président du Conseil central des Juifs d'Allemagne, a demandé le licenciement de Carp. « Josef Schuster est la plus haute instance morale dans le récit de la culpabilité allemande. S'il dit que quelqu'un est antisémitisme, et ne devrait pas être directeur artistique, c'est quelque chose que vous ne pouvez pas ignorer », dit Carp.

« J'ai été absolument choquée », poursuit-elle. « Est-ce qu'il me connaît ? Sait-il qui je suis ? Parce que j'ai invité un festival d'art un confrencier, un intellectuel, qu'il n'aime pas ou même, je suppose, qu'il ne connaît pas ? Comment pouvez-vous dire cela si vite à propos d'une personne sans aucune recherche et sans aucune conversation ? Et c'est le jugement le plus sauvage que l'on puisse porter en Allemagne sur quelqu'un ».

Heureusement pour les politiciens de tous bords qui ont fait tout leur possible pour éviter de prendre position sur cette question explosive, le festival, qui devait avoir lieu à la fin de l'été dernier, a été annulé, en raison de la pandémie de coronavirus. Mais pour Carp, la vraie raison est claire : « des lâchetés », comme elle les appelle. Sa défense de Mbembe malgré les réactions négatives signifie qu'elle est entrée dans les limbes de la profession. Son mandat de directrice artistique du festival s'est terminé il y a deux mois, et elle est convaincue que personne en Allemagne ne lui offrira un poste public.

« Les collègues ont peur d'être vus avec moi, d'être proches de moi », dit-elle. « Certaines personnes ont dit que si j'étais sur un podium, elles ne voudraient pas y être avec moi et non pas parce qu'elles pensent vraiment que je suis antisémitisme, mais parce qu'elles craignent pour leur propre carrière. Même des collègues que je connais très bien ».

Beaucoup de personnes interrogées ont noté le silence grinçant qui régnait dans les cercles qui auraient pu défendre Mbembe et Carp lorsque l'épisode s'est produit. « Le sentiment d'insécurité est si grand qu'aucune voix du monde de la culture et de l'art ne s'est fait

entendre pour soutenir publiquement Carp», déclare le Dr Bernd Scherer, directeur de la *Haus der Kulturen der Welt* (Maison des cultures du monde) à Berlin, l'un des plus importants centres d'art contemporain en Allemagne.

« De nombreuses personnes ont sympathisé avec sa situation », poursuit-il. « Je sais que de nombreuses conversations ont eu lieu sur le sujet. Mais pas une seule voix en public. C'est une chose qui ne doit pas arriver, que les gens doivent avoir peur d'être qualifiés d'antisémites même s'ils n'ont aucun lien avec cela. Le danger se développe que dans la bureaucratie, dans les ministères et dans les institutions culturelles, il y ait une atmosphère de suspicion, d'insécurité et d'autocensure. Il faut y mettre un terme ».

Nous nous réunissons dans son bureau spacieux de la Haus der Kulturen, un bâtiment moderne emblématique de l'ouest de Berlin qui accueille les meilleurs concerts, expositions et conférences avec des participants du monde entier.

« J'ai été vraiment stupéfait lorsque Carp a été attaqué », se souvient Scherer. « J'ai pensé que si Achille Mbembe pouvait être qualifié d'antisémite et que les institutions publiques exigeaient de ne plus l'inviter, alors il y aurait beaucoup d'autres penseurs et artistes importants que nous ne pourrions pas inviter. Comme mes collègues des institutions culturelles et moi-même sommes en contact permanent, il est vite apparu que presque tout le monde s'occupait de ce problème, et aussi que c'était une question tellement fondamentale que nous devons nous unir pour y faire face ».

C'est ce qu'ils ont fait. Les dirigeants de l'initiative, dont la première tape est une déclaration publique, mais qu'ils prévoient de faire suivre d'une série d'événements publics, estiment que leur action suscitera un large soutien de la part d'un grand nombre d'organisations et d'institutions dans tout le pays. Scherer, comme tous les directeurs des institutions participantes, souligne à plusieurs reprises qu'il est contre le BDS. Toutefois, il fait remarquer que « cela ne doit pas entraîner l'exclusion d'acteurs importants de la discussion, ou, en d'autres termes, répondre à un boycott par un boycott ».

« Les Rothschild et les Soros » dirigent le monde

Il y a bien sûr lieu de s'inquiéter de la montée de l'antisémitisme en Allemagne. L'extrême droite fait des incursions, tant sur le plan politique que dans l'atmosphère générale, et les autorités font état d'une augmentation significative des attaques contre les personnes et les institutions juives au cours des deux dernières années. La crise du coronavirus constitue un terrain fertile pour les thèses du complot, dont certaines appuient sur les anciens clichés antisémites concernant les Rothschild, les Soros et les autres « Juifs qui dirigent le monde ». La violente attaque d'un néo-nazi contre la synagogue de Halle, lors du Yom Kippour de 2019 (qui a fait deux morts parmi les spectateurs), a mis en évidence le danger sans aucun doute.

La question qui préoccupe les décideurs de la résolution du Bundestag est de savoir si l'extension du concept d'antisémitisme à la critique d'Israël ne nuit pas en fait à la lutte contre l'antisémitisme. L'argument est que la facilité avec laquelle l'accusation est formulée pourrait avoir pour effet d'éroder le concept lui-même.

C'est précisément cette occupation qu'un certain nombre d'universitaires israéliens et allemands ont exprimé dans une lettre ouverte à la chancelière allemande Angela Merkel en juillet dernier. Ils ont déploré « l'utilisation inflationniste, non fondée en fait et en droit, du concept d'antisémitisme », et ont soutenu qu'elle « détourne l'attention des véritables sentiments antisémites ; qui mettent réellement en danger la vie des Juifs en Allemagne ». La critique vise principalement Felix Klein, le commissaire chargé de l'antisémitisme.

Dans le sillage de l'intervention de Klein dans l'affaire Mbembe, un groupe de 37 universitaires et artistes, pour la plupart israéliens et identifiés à la gauche de ce pays, mais aussi de plusieurs institutions prestigieuses au niveau international, ont exigé son licenciement dans une lettre adressée en avril dernier au ministre allemand de l'intérieur. Klein, ont-ils critiqué, est « clairement obsédé » par le sujet du BDS, qui a une « empreinte minuscule » en Allemagne et il y consacre plus de temps qu'au « danger aigu que courent les Juifs en Allemagne en raison de la montée de l'antisémitisme extrême droite ».

Le tsar de l'antisémitisme, accusé par la lettre, travaille « en synergie avec le gouvernement israélien » dans un effort pour « discréditer et faire taire les opposants à la politique d'Israël » et il encourage l'« instrumentalisation » qui mine la véritable lutte contre l'antisémitisme.

Le très sympathique Klein, 52 ans, est un avocat et ancien diplomate qui, depuis 2018, personnifie les efforts officiels de l'Allemagne pour lutter contre l'antisémitisme. Klein prend les critiques à son encontre très au sérieux, mais assure-t-il dans un entretien téléphonique, mais il rejette également la tentative de « hiérarchisation des objectifs » dans la lutte contre l'antisémitisme. « Il n'y a pas d'antisémitisme inoffensif, tous les types doivent être combattus de la même manière », dit-il. « Nous devons saisir l'antisémitisme à la racine, même lorsqu'il apparaît au centre de la société et dans les milieux universitaires, et pas seulement lorsque les Juifs sont attaqués ».

Quant à la résolution du Bundestag, malgré l'inquiétude qu'elle suscite quant à la restriction de la liberté d'expression, elle est pour l'essentiel bénéfique, selon M. Klein. Il s'agit « d'une déclaration sans équivoque contre l'antisémitisme, y compris sous sa forme la plus répandue en Europe : l'antisémitisme lié à Israël et d'une expression de solidarité envers Israël et contre les tentatives de le diaboliser ».

Mais il semble que l'utilisation excessive du terme « antisémitisme » ait des implications qui vont bien au-delà du domaine de la culture et de l'art. Roderich Kiesewetter, membre de la commission des affaires étrangères du Bundestag, membre du parti CDU de Merkel, pense que l'invocation généralisée de l'antisémitisme pourrait avoir des répercussions importantes sur l'activité diplomatique de l'Allemagne.

« L'Allemagne essaie, apparemment toujours en coordination avec Israël, d'adoucir et de neutraliser les résolutions contre Israël dans les organismes internationaux en y prenant part. Dans le passé, l'Allemagne a beaucoup contribué à cet égard », déclare Kiesewetter. « Il faut comprendre que l'Allemagne fait un effort avec son corps diplomatique, au sein de l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres organisations, pour contribuer à faire en sorte que les formulations antisémites et anti-israéliennes soient évitées ou neutralisées ». L'ironie

est que, selon Kiesewetter, l'Allemagne est ensuite récompensée pour ses efforts en tant qu'accusée d'avoir participé au vote. En conséquence, il déclare : « Je pense que l'intérêt de poursuivre ainsi l'avenir sera nettement moindre ».

L'une des figures clés attaquées à cet égard, par des institutions telles que le Centre Simon Wiesenthal, est Christoph Heusgen, qui a été le conseiller de Merkel pour les affaires étrangères et la sécurité entre 2005 et 2017. Depuis lors, Heusgen a été envoyé de l'Allemagne aux Nations Unies, ce qui lui a valu la distinction douteuse d'être inclus dans la liste du Centre Wiesenthal des auteurs des 10 pires actes antisémites de 2019. La raison : il a voté en faveur de 25 résolutions « anti-israéliennes » à l'ONU et a eu l'audace de demander la protection des civils des deux côtés contre « les bulldozers israéliens et les missiles du Hamas » dans la même phrase.

Il est peu probable que l'Allemagne modifie sa politique étrangère sur la base de protestations publiques de ce type, mais les commentaires de Kiesewetter suggèrent que les accusations d'antisémitisme peuvent avoir un effet lassant. « D'après ce que j'ai entendu, les gens sont fatigués de cette hostilité constante » contre les prétendus antisémites, dit-il, notant que cela a déjà conduit à rien de moins qu'un « changement de paradigme » dans le mode de vote du pays dans les forums internationaux : « La raison en est que l'on essaie d'atténuer les formulations toxiques, malfaisantes et erronées, et que l'on se retrouve au milieu de celles-ci dans le coin des antisémites. Je pense que ce ne sera plus comme ça à l'avenir ».

« Peut-être que je ne sais pas que je suis antisémite »

Revenons à Stefanie Carp. La première attaque contre elle a eu lieu en 2018, lors de sa première année en tant que directrice artistique du festival de la Ruhr, avant laquelle, dit-elle, elle ne connaissait même pas le terme BDS. À l'époque, elle avait invité un groupe pop britannique, *Young Fathers*, qui soutient le boycott d'Israël, à se produire au festival. « C'était terrible », dit-elle, « et depuis lors, je suis dans leur collimateur ». Carp a été accusée d'être antisémite et a dû en fait déclarer son soutien inébranlable au droit d'Israël à exister dans une lettre adressée au parlement de l'état de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

« Avant le festival, quand ils étaient tous contre moi et me demandaient comment j'avais pu inviter ce groupe, je devais aller quelque part », se souvient-elle. Je me suis assise dans le train et j'ai pensé : « Scheisse », j'ai fait une erreur. Peut-être que je suis antisémite et que je ne le sais pas encore. Je me sentais vraiment mal. J'ai pensé qu'il y avait peut-être quelque chose chez les Allemands, dans ma génération, quelque chose qui était primitif et qui émerge maintenant ».

Carp n'est pas la seule à avoir de sérieux doutes sur sa capacité à être la première à être accusée d'antisémitisme : ce qui montre à quel point le refus de l'accusation est profondément enraciné. Toutes les personnes interrogées pour cet article ont parlé de l'étiquette antisémite avec crainte et tremblement. C'est une « accusation extrême », une « étiquette qui vous achève socialement, économiquement et politiquement », un jugement qui « vous éloigne du domaine de la société civile » et entraîne un « ostracisme total » et « c'est bien qu'il en soit ainsi », ont ajouté les personnes interrogées.

L'Épisode des *Young Fathers* a conduit le parlement local à adopter, en septembre 2018, une résolution déclarant que le BDS est un mouvement antisémite et qu'il ne doit recevoir aucun soutien sous quelque forme que ce soit. L'événement a marqué un tournant en termes de comportement dans les institutions culturelles.

« Les politiciens attendent de nous, les directeurs des institutions, que nous fassions de la censure », dit Carp. Toute preuve en ligne concernant les liens d'une personne avec le mouvement BDS est devenue une cause de disqualification. « A partir de ce jour, la direction [du festival] a exercé une pression incroyable sur toute mon équipe. Avez-vous interrogé cet artiste ? Avez-vous trouvé quelque chose ? Vous devez vérifier tout le monde », disaient-ils. Et j'ai toujours dit à mes gardes, pour leur dire : « C'est mon service, pas le vôtre, ils ne sont pas impliqués dans des enquêtes de censure. »

Dans un cas, se souvient-elle, elle a utilisé une citation sans rapport avec Israël de Naomi Klein dans une déclaration de soutien aux artistes pendant la période de la crise du coronavirus. Klein, journaliste et intellectuelle canadienne d'origine juive, s'est prononcée en faveur du BDS dans le passé. À sa grande surprise, la déclaration n'est pas apparue sur le site web du festival. « Ils n'ont pas osé publier le message, ils avaient tous peur de attirer des ennuis. Au bout de quelques jours, la PDG m'a dit : « Vous devez retirer la citation de Klein, sinon je ne signerai pas ». Dans son esprit, elle voulait m'aider et éviter les ennuis ».

Carp s'est vite retrouvée à vérifier les antécédents des artistes afin d'éviter les ennuis. « C'est cette terrible autocensure », dit-elle. Et elle a une foule d'exemples. En 2019, la première d'un groupe de performance belge, Needcompany, devait avoir lieu.

Carp : « À un moment donné, dans le spectacle, qui apparaissait également dans la bande annonce [promotionnelle], Jan Lauwers [le fondateur du groupe] dit : « J'étais à Håbron et j'ai été choqué. Il y a eu tout un débat dans la Ruhrtriennale sur ce qui se passerait si [certains blogueurs] entendaient cette phrase. Et puis un texte dans le programme [de la représentation] a écrit plus en détail pourquoi il était choqué ».

« La direction a appelé pour dire qu'il devait sauter ces phrases et d'autres encore. Je me suis dit qu'ils avaient peut-être raison, que nous devrions essayer d'éviter les ennuis, et j'ai essayé de lui expliquer à Lauwers. Il m'a crié : « C'est de la censure ! Si ce texte n'est pas publié, je retournerai en Belgique ! La direction a fait marche arrière et rien ne s'est passé. Tout s'est passé comme prévu. Mais c'était notre quotidien. Il y avait cette atmosphère de peur qui planait sur le festival ».

La pression se fait également sentir dans le milieu universitaire. Stefanie Schärer-Springorum, 58 ans, directrice du Centre de recherche sur l'antisémitisme de l'Université technique de Berlin, la connaît bien. En tant que non juive professeur d'histoire juive, elle a toujours été obligée d'expliquer son choix de spécialisation. « Mon deuxième domaine est l'histoire espagnole à on ne m'a jamais posé de questions à ce sujet », dit-elle. « On entend souvent la question suivante : comment un non-juif peut-il vraiment comprendre l'antisémitisme ? C'est une accusation implicite contre le centre, dont la plupart des employés ne sont pas juifs ».

Schärer-Springorum cite une augmentation persistante de la pression sur le centre, qui jouit d'une excellente réputation universitaire. « Cela a commencé [à mon époque] en 2013, lorsque nous

avons organisé une conférence sur lâ??antisémitisme avec le Musée juif  , dit-elle. Pour prononcer la conférence d  ouverture, ils ont invité Brian Klug, un conférencier juif du département de philosophie d  Oxford. Klug a été violemment attaqué par les organisations juives pour ses opinions critiques sur le sionisme. Dans une lettre ouverte   Merkel, le Centre Wiesenthal a écrit, de sa manière modérée, qu'  « aujourd  hui, Hitler célébrerait la grandeur de la politique [du musée juif]   ».  « Ce fut une expérience dramatique pour moi  , dit maintenant Sch ler-Springorum.

Pour elle, la récente initiative des institutions culturelles est une opportunité de ne plus avoir   se tenir seul dans la ligne de mire.  « Si nous mettons de côté lâ??atmosphère sinistre et les mauvaises nuits  , dit-elle, lorsqu on lâ??interroge sur lâ??impact de la situation sur le travail de son centre,  « les employés du centre sont pris dans lâ??insécurité et il y a une sorte d  autocensure  , explique-t-elle. Parfois, on se dit :  « Aller   cette conférence ? inviter ce collègue ? Après, cela signifie que pendant trois semaines, je vais devoir faire face   une tempête de merde, alors que j  ai besoin de temps pour d  autres choses pour lesquelles je suis payée en tant que conférencière. Il existe une sorte d'  «obéissance anticipée   ou d'  «autocensure pr alable  .

La pression s  infiltre  galemment dans les relations entre le corps enseignant et les étudiants de lâ??institution, déclare Sch ler-Springorum. Il y a deux ans, par exemple, les étudiants du centre ont distribué un tract anonyme contre les professeurs, qui, selon eux, s  occupaient trop des questions d  antis mitisme  « classique   .  « Nous voulons être prêts   nous joindre au débat sur les théories, les caractéristiques et phénomènes actuels de lâ??antisémitisme comme lâ??antis ionisme, lâ??antisémitisme islamique et islamiste  , ont-ils écrit, s  identifiant uniquement comme  « Jeunes scientifiques pour Isra    .

 « De tels actes nuisent   la confiance sur laquelle lâ??enseignement est bas   , déclare Sch ler-Springorum. Le tract accusait implicitement le personnel universitaire de ne pas s  engager de tout cœur dans la lutte contre lâ??antisémitisme, voire d   tre prêt   le tolérer. Depuis lors, elle a cessé d  organiser des voyages d   tudes   lâ??étranger, qui appellent   une plus grande proximité avec les étudiants.  « Je sens que je ne veux plus faire ces choses, ne sachant pas s  il y a des gens qui peuvent me diffamer comme antisémite par la suite.   cet égard, je suis extrêmement prudente, et aussi en général.

 « Honnêtement, la démission de Peter Schäfer a été un tournant majeur pour moi   , poursuit-elle.  « Je me suis demandé quelle était la future liberté culturelle et académique, si un universitaire aussi connu pouvait perdre son emploi  .

Les spécialistes du Talmud soutiennent un goy allemand

Stefanie Sch ler-Springorum n  est pas la seule personne   avoir parlé avec Haaretz qui a mentionné le cas de **Peter Schäfer**, le considérant comme un tournant, un professeur très estimé des études du judaïsme et du christianisme anciens. Sa démission, en juin 2019, en tant que directeur du Musée juif de Berlin, est intervenue quelques semaines après la résolution du Bundestag et a, pour beaucoup, signalé le bond exponentiel que cette résolution impliquait.

Schäfer, 77 ans, refuse les demandes d  interviews depuis un an et demi. Quelques jours après sa démission, au milieu de la fureur médiatique, lâ??expert en antisémitisme (entre autres) qui

« Il était lui-même accusé d'être antisémite s'est assis et a commencé à travailler intensivement à un livre sur l'histoire de l'antisémitisme. « Cela m'a sauvé », dit-il maintenant dans une interview téléphonique, la publication du livre, qu'il a écrit avec une rapidité record. « L'écriture m'a aidé à surmonter tout cela et à ne pas tomber dans un trou profond. »

Les événements qui ont conduit à sa démission ont suscité la protestation de 95 directeurs et conservateurs de musées et de 445 spécialistes des études juives, venus du monde entier. Mais la lettre de soutien qui l'a le plus ému est venue de 45 talmudistes, pas nécessairement des gens qui se sont ralliés au consensus. « Le Talmud de Hakhmei, le plus important et le plus connu, soutient un goy allemand », dit-il en riant.

Schäfer est d'abord retrouvé dans le collimateur des guerriers anti-BDS avec l'exposition « Bienvenue à Jérusalem » du Musée juif et son programme d'accompagnement. Les premières réactions à l'exposition ont été uniformément excellentes, « et puis soudain, ça a tourné au vinaigre », raconte-t-il. Une volée de tweets de l'ancien député et ardent défenseur israélien Volker Beck, ainsi qu'une série d'articles dans le quotidien conservateur Die Welt ont donné le ton. L'exposition dont l'offense semble avoir été de présenter Jérusalem du point de vue des trois religions monothéistes qui y sont présentes, ce qui signifiait inclure un récit musulman était une « distorsion historique », le musée est « anti-israélien » et les conférences qu'il organise fourmillent de partisans du BDS et de personnes proches des frères musulmans. « Un journaliste du Jerusalem Post a envoyé des courriels incendiaires », se souvient Schäfer, « avec des questions comme « Avez-vous tiré la mauvaise leçon de l'Holocauste » et « Des experts israéliens ont dit que vous diffusiez de l'antisémitisme est-ce vrai ? »

Josef Schuster, le chef de la communauté juive allemande, s'est également joint à la protestation. « Nous avons parlé de l'exposition », dit Schäfer, « et il s'est plaint qu'elle était unilatérale, que les choses ne peuvent pas continuer comme ça et quel dommage, etc. Plus tard, au cours de la même conversation, ma mâchoire est tombée lorsqu'il a dit qu'il n'avait pas vraiment visité l'exposition ».

La critique est intensifiée et une condamnation est même arrivée du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Schäfer a subi un barrage d'attaques, dont certaines étaient personnelles et particulièrement odieuses. Mais finalement, c'est un tweet critique sur la résolution du Bundestag, émis par le porte-parole du musée, qui lui a ouvert les portes de l'enfer. « L'atmosphère était très chaude », se souvient Schäfer. « C'est à ce moment-là que les choses ont tellement gonflé que j'ai décidé que cela n'avait plus de sens, que les provocations allaient continuer encore et encore. J'aurais pu me défendre, mais je savais que cela allait nuire au musée ». Schäfer a décidé de démissionner.

« C'était ma propre décision », dit-il, « mais je peux dire aussi que je n'avais plus le soutien de l'armée politique. Lorsque les choses ont atteint le point d'ébullition, les politiciens ont dit que cela n'avait plus de sens et qu'il valait mieux que je démissionne. C'est ce qui m'a été dit ».

Le dernier chapitre de son nouveau livre, « Une brève histoire de l'antisémitisme » (en allemand), est consacré au BDS et à la résolution du Bundestag. « Tout le débat sur le BDS a

« L'acte de marquage par l'instrumentalisation évidente, par certains, de l'accusation d'antisémitisme afin de liquider les indésirables, de détruire leur réputation », dit Schäfer. « L'accusation d'antisémitisme est un gourdin qui permet de porter un coup mortel très rapide, et les acteurs politiques qui y ont un intérêt ont utilisé et utilisent, sans aucun doute ».

Schäfer atteste également de la pression permanente qui s'est fait sentir dans le musée en raison de l'atmosphère accusatrice : « De plus en plus, avec chaque invitation, nous nous demandions si nous allions nous faire battre à nouveau. Cette personne est un sympathisant du BDS, peut-être devrions-nous abandonner l'idée de l'inviter. Le personnel du musée est progressivement entré dans un état de panique. Puis, bien sûr, nous avons également commencé à faire des vérifications d'antécédents. De plus en plus, cela empoisonnait l'atmosphère et notre travail ».

M. Schäfer est convaincu que la résolution était accompagnée d'un danger important. « Les Israéliens et les collégues juifs qui ont essayé de bloquer la résolution ont soutenu qu'elle ne combattait pas simplement l'antisémitisme, mais qu'elle risquait même, en fin de compte, de renforcer l'antisémitisme, et je pense qu'ils avaient raison. Elle risque de détourner l'attention des vrais antisémites et des questions qu'ils promeuvent. Ils peuvent dire que tout cela n'est que politique, que c'est un jeu politique. C'est un danger ».

Les attaques dirigées contre les institutions culturelles et artistiques et contre le monde universitaire n'ont pas épargné les médias, en particulier les journalistes qui ont osé couvrir les épisodes de manière critique. En mai dernier, par exemple, **Stephan Detjen**, correspondant en chef de la Deutschlandradio, a critiqué la manière dont le commissaire chargé de l'antisémitisme, Felix Klein, a traité l'affaire Mbembe. En réponse, Klein a déclaré à Der Spiegel que le correspondant obtenait maintenant ce qu'il méritait, laissant entendre qu'il y avait des demandes pour qu'il soit licencié. Une enquête menée par eux auprès du ministre responsable a révélé qu'aucune demande de ce type n'avait été formulée.

« Je n'ai jamais vu une situation dans laquelle un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, un commissaire du gouvernement fédéral, parle d'une demande de licenciement d'un journaliste à cause d'une remarque qu'il n'a pas aimée », déclare Detjen dans une interview téléphonique. Mais il est bien conscient des implications que peut avoir le fait de traiter la question de l'antisémitisme. « Lorsque vous vous exprimez sur ces sujets, vous devez savoir qu'il y aura une attaque frontale. Les attaques peuvent aller au-delà du contenu ; certaines sont personnelles et visent à nuire à votre réputation. Le résultat est la création d'une forte pression ».

Ce qui s'est passé entre 11h27 et 16h19

Il est apparu récemment que même les Israéliens vivant en Allemagne ne sont pas à l'abri. Il y a un an, un groupe d'Israéliens basés à Berlin a décidé de créer un groupe de discussion pour étudier le sionisme dans lequel ils ont été élevés. En octobre dernier, le groupe a organisé une série de conférences en ligne en collaboration avec la Weissensee Academy of Art Berlin, sous le titre « L'écologie pour désapprendre le sionisme ». Quelques dizaines de personnes ont suivi ces conférences, et les organisateurs ont également prévu de monter une petite exposition. Pendant une semaine, le projet s'est déroulé sans interruption dans une modeste fenêtre Zoom en marge du web.

Et puis quelqu'un a dit « BDS »

La séquence d'événements qui a catapulté l'initiative locale à l'ordre du jour des agences gouvernementales fédérales illustre de façon frappante l'histoire globale. Le 7 novembre à 11h27, le journaliste israélien Eldad Beck a tweeté sur « un programme scolaire antisioniste financé par le gouvernement allemand ». Deux heures plus tard, un tweet en allemand faisait référence à « une bande de partisans du BDS qui se réunissent dans une institution publique ». A 13h53, l'ancien politicien Volker Beck a tweeté sur le « scandale », et a indiqué qu'il avait déjà contacté le ministre de la culture à ce sujet. A 16h19, un e-mail particulièrement explosif a atterri dans les bureaux de l'académie d'art. Un journaliste de Die Welt demandait en effet à l'académie sur le BDS.

La machine avait commencé à gronder

Le lendemain, le site du projet a été bloqué par l'académie qui l'hébergeait, et le petit budget qui lui avait été alloué a été annulé. Le ministre allemand de l'éducation s'est empressé de déclarer que le financement ne provenait pas de fonds publics. Dans une déclaration officielle, l'ambassade israélienne a qualifié le projet d'« antisémite ». Le Comité juif américain a condamné « la délégitimation de l'Israël ». Une fondation centrale de lutte contre l'antisémitisme a ajouté le projet à la liste des événements antisémites qu'il documente entre les croix gammées sur un terrain de sport à Leipzig et une violente attaque contre un étudiant portant une kippa à l'entrée d'une synagogue à Hambourg.

Le groupe d'organiseurs, dont certains ne sont pas issus d'un milieu militant, a parlé d'un « sentiment de trahison ». « Le projet n'a aucun lien avec le BDS », déclare Yehudit Yinhar, l'un des organisateurs. « Mais nous refusons par principe de permettre que la question du oui ou non au BDS soit le cadre dans lequel se déroule chaque conversation sur Israël et la Palestine. C'est tellement simpliste ». Yinhar, 35 ans, un ancien kibboutznik et actif dans l'ONG *Combatants for Peace*, et ces jours-ci un activiste et un étudiant en art à Berlin, ajoute que « la résolution du Bundestag est quelque chose qui peut être sortie chaque fois qu'un Palestinien ou un Israélien non sioniste veut parler ».

La résolution entrave également la participation des gauchistes juifs et israéliens qui veulent prendre part aux forums politiques. « Il est très difficile d'inviter une grande partie de la population juive progressiste, des gens de gauche ou des critiques de l'occupation, ils appellent à une sorte d'action politique », déclare un haut responsable d'un institut politique allemand, une personne d'origine juive-israélienne, qui a demandé à ne pas être identifiée par son nom. « Aprés tout, les gens ne viennent pas juste pour dire Oh, ce n'est pas bien. Nous sommes tous des personnes politiques, et c'est un problème qui doit être résolu, l'occupation doit être arrêtée! Si vous ne pouvez pas en parler, qu'en dites-vous ? Oh, c'est si dur, oh, c'est si bien que la gauche israélienne se bat ? »

« Si c'est ce qui se passe, » a-t-il ajouté, « tout devient totalement apolitique. Tout votre travail n'a plus de sens politique, il est vidé de son contenu. Cela ressemble à une série de conférences du soir pour les retraités ».

Source: [Haaretz](#)

Traduction GD pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. Allemagne
2. antisÃ©mitisme
3. chasse aux sorciÃ©res
4. Israel
5. palestine

date crÃ©Ã©e
2020/12/15